

Art. 7. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 septembre 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et à l'Environnement,

F. AERTS

F. 85 — 2486

2 SEPTEMBRE 1985

Arrêté ministériel portant agration d'un laboratoire pour l'analyse de pesticides à usage non agricole

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté royal du 8 février 1980 relatif à l'agrération des laboratoires pour l'analyse de pesticides à usage non agricole;

Arrêté :

Article unique. Le « Laboratoire J. Simon S.A. », Vieux Chemin du poète 10, 1301 Bierges (Wavre), dirigé par monsieur J. Simon, est agréé pour effectuer les analyses des pesticides à usage non agricole.

Bruxelles, le 2 septembre 1985.

F. AERTS

Art. 7. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 september 1985.

BOUDEWIJN.

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid
en Leefmilieu,

F. AERTS

N. 85 — 2486

2 SEPTEMBER 1985. — Ministerieel besluit tot erkenning van een laboratorium voor de ontleding van bestrijdingsmiddelen voor niet-landbouwkundig gebruik

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, inzonderheid op artikel 7,

Gelet op het koninklijk besluit van 8 februari 1980 betreffende de erkenning van de laboratoria voor de ontleding van bestrijdingsmiddelen voor niet-landbouwkundig gebruik,

Besluit :

Enig artikel. Het « Laboratoire J. Simon S.A. », Vieux Chemin du poète 10, 1301 Bierges (Wavre), bestuurd door de heer J. Simon is erkend om de ontleding van de bestrijdingsmiddelen voor niet-landbouwkundig gebruik uit te voeren.

Brussel, 2 september 1985.

F. AERTS

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 85 — 2487

23 JUILLET 1985. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française organisant les équipes socio-prophylactiques chargées de la lutte contre la tuberculose et les maladies respiratoires à caractère social ainsi que de missions d'éducation à la Santé, octroyant des subventions à cet effet et fixant les conditions de cet octroi

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 21 mars 1961 déterminant les modalités de la lutte médico-sociale contre la tuberculose octroyant des subventions en faveur de cette lutte et fixant les conditions de cet octroi, tel que modifié ultérieurement;

Vu l'arrêté royal du 1er mars 1971 relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles, modifié par l'arrêté royal du 18 novembre 1976;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'accord du Ministre du budget en date du 24 juin 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, tel qu'il a été remplacé par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe, dans l'intérêt du fonctionnement normal des institutions et l'exercice efficace des compétences confiées à la Communauté française, d'adapter la réglementation en matière de lutte contre la tuberculose et de l'élargir à la lutte contre les affections respiratoires non tuberculeuses et aux activités d'éducation pour la santé;

Considérant qu'il importe de créer, à bref délai, des moyens d'efficacité maximale pour intensifier la lutte contre les maladies transmissibles et de donner aux pouvoirs organisateurs des équipes socio-prophylactiques les ressources nécessaires pour leur permettre d'accomplir les tâches qui leur seraient éventuellement confiées;

Considérant que l'urgence est ainsi motivée;

Sur proposition du Ministre de la Santé et vu la délibération de l'Exécutif en date du 5 juillet 1985,

Arrêtons :

Article 1^{er}. Dans les dispositions du présent arrêté, la Fondation contre les affections respiratoires et pour l'éducation à la santé est dénommée « F.A.R.E.S. ».

Art. 2. Le Ministre de la Santé de la Communauté française, dénommé ci-dessous « Le Ministre », peut, conformément aux dispositions du présent arrêté accorder une subvention forfaitaire aux équipes socio-prophylactiques qui assurent le dépistage et la prophylaxie de la tuberculose, la surveillance des personnes atteintes de cette maladie et leur entourage, le dépistage et la prophylaxie des affections respiratoires non-tuberculeuses, ainsi que certaines activités en matière d'éducation pour la santé.

L'activité socio-prophylactique en matière d'affections respiratoires doit être prioritaire dans l'exécution des tâches qui sont confiées aux équipes par la commission de coordination de leur secteur.

En outre, les équipes socio-prophylactiques peuvent prêter leur concours à d'autres missions prophylactiques qui leur seraient confiées via les commissions sectorielles de coordination par la Direction générale de la Santé, dans le domaine des maladies transmissibles.

Art. 3. Pour pouvoir bénéficier des subventions visées à l'article 5 du présent arrêté, les équipes socio-prophylactiques doivent être agréées par le Ministre et, à cet effet, répondre aux conditions suivantes :

1° être organisées par un pouvoir public subordonné, un établissement d'utilité publique ou une association sans but lucratif;

2° avoir leur siège dans un centre reconnu par la F.A.R.E.S.;

3° disposer d'une équipe comportant au minimum :

— un médecin dont le mandat est à temps partiel et dont la compétence en pneumologie et/ou en santé publique, doit, à défaut d'un diplôme ou d'une agrégation, être reconnue par la F.A.R.E.S.

— une personne employée à temps plein dont la qualification sera de préférence celle d'infirmier(ère) gradué(e) social(e). Si l'emploi est confié à un(e) infirmier(ère) gradué(e) A1 ne travaillant qu'à temps partiel, les tâches sociales peuvent être confiées à un(e) travailleur(se) social(e).

Dans ce cas, l'addition des prestations de l'infirmier(ère) et du (de la) travailleur(se) social(e) ne peut dépasser un temps plein.

— Un(e) aide administratif(ve) à raison de dix heures/semaine.

4° n'effectuer que des activités médicales à caractère exclusivement préventif et à titre gratuit;

5° se soumettre aux directives du Ministre ainsi qu'à l'inspection et au contrôle des fonctionnaires des Services de l'Exécutif de la Communauté française, Direction générale de la Santé;

6° travailler en liaison étroite avec les commissions sectorielles;

7° se conformer aux instructions de la F.A.R.E.S. pour les prestations techniques dans la pratique des moyens de dépistage et les vaccinations;

8° se soumettre au contrôle de la commission sectorielle de coordination;

9° fournir tous les renseignements nécessaires à la F.A.R.E.S. et tenir les documents de fonctionnement que préconise cette fondation;

10° accepter le principe d'une collaboration optimale entre toutes les équipes. Cette collaboration comporte la possibilité d'un échange de personnel et de matériel entre les équipes.

Art. 4. § 1er. Pour fixer le nombre et la répartition des équipes socio-prophylactiques, il est tenu compte des recommandations de la commission de coordination du secteur intéressé et de l'avis de la F.A.R.E.S.

La F.A.R.E.S. fournit au Ministre les éléments d'appréciation à ce sujet. Elle remet également à ce dernier, au plus tard le 1er septembre de chaque année, un rapport d'activité couvrant l'année civile qui précède.

§ 2. Toute décision modifiant le nombre d'équipes socio-prophylactiques agréées ne prendra effet qu'au début d'une année civile. Elle sera notifiée sous pli recommandé au pouvoir organisateur, par le Ministre, au plus tard le 1er janvier de l'année qui précède l'exécution de la mesure.

La F.A.R.E.S. sera informée de la décision dans le même délai.

Art. 5. Les équipes socio-prophylactiques répondant aux conditions prévues à l'article 3 du présent arrêté peuvent prétendre à une subvention forfaitaire annuelle destinée à couvrir les frais inhérents à leurs activités.

Cette subvention sera adaptée annuellement selon les dispositions légales et réglementaires en matière de liaison des prestations à l'indice des prix à la consommation.

Son montant est fixé forfaitairement à 1 530 000 francs et correspond à l'index en vigueur au 1er janvier 1985.

Art. 6. § 1er. La subvention visée à l'article 5 est liquidée à la F.A.R.E.S. sous forme d'avances trimestrielles égales au quart de 90 p.c. de la subvention octroyée pour l'année précédente.

La liquidation du solde s'effectuera après production des comptes de recettes et de dépenses de l'année budgétaire envisagée.

§ 2. La F.A.R.E.S. est chargée de la distribution de la subvention aux pouvoirs organisateurs des équipes socio-prophylactiques et de la transmission à Notre Ministre de leurs comptes de recettes et de dépenses.

Art. 7. L'arrêté royal du 13 octobre 1978 rationalisant le dépistage et la prophylaxie de la tuberculose par des équipes socio-prophylactiques de lutte antituberculeuse, octroyant des subventions en faveur de cette lutte et fixant les conditions de cet octroi, modifié par l'arrêté du 8 décembre 1981, est abrogé en ce qui concerne la Communauté française.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets au 1er janvier 1985 en ce qui concerne les dispositions reprises aux articles 5 et 6.

Art. 9. Le Ministre de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 juillet 1985.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,
Le Ministre-Président,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre-Membre,

R. URBAIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 85 — 2487

23 JULI 1985. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve houdende organisatie van de socio-profylactische equipés die belast worden met de bestrijding van de tuberculose en de ademhalingsziekten van sociale aard alsmede met opdrachten van gezondheidsopleiding, houdende toekenning van subsidies daartoe en vaststelling van de voorwaarden voor die toekenning

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit van 21 maart 1961 tot bepaling van de voorwaarden inzake de sociaal medische tuberculosebestrijding, tot toekenning van de subsidies ten bate van de bestrijding en tot vaststelling van de regelen waarnaar zij dienen toegekend, zoals later gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 maart 1971 betreffende de profylaxe tegen overdraagbare ziekten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 november 1976;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het akkoord van de Minister van begroting van 24 juni 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals het werd vervangen door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de reglementering inzake bestrijding van de tuberculose, met het oog op de normale werking van de instellingen en de efficiënte uitoefening van de bevoegdheden die aan de Franse Gemeenschap zijn toegekend, aangepast dient te worden en dat ze uitgebreid dient te worden tot de bestrijding van de niet tuberculeuze ademhalingsaandoeningen en tot de werkzaamheden van gezondheidsopleiding;

Overwegende dat middelen met een maximale doeltreffendheid binnen korte termijn opgericht dienen te worden om de bestrijding van de overdraagbare ziekten te intensifiëren en dat die inrichtende machten van de socio-profylactische equipés de nodige geldmiddelen ter beschikking gesteld dienen te worden die hun de mogelijkheid zullen verschaffen de taken te vervullen die hun eventueel toevertrouwd zouden worden;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid aldus gemotiveerd is;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 5 juli 1985,

Besluit

Artikel 1. In de bepalingen van dit besluit wordt de Stichting tegen de ademhalingsaandoeningen en voor de gezondheidsopleiding de « S.A.A.G.O. » genoemd.

Art. 2. De Minister van Gezondheid van de Franse Gemeenschap, hierna « De Minister » genoemd, kan, overeenkomstig de bepalingen van dit decreet, een vaste subsidie toekennen aan de socio-profylactische equipés die belast worden met de opsporing van de profylaxe tegen de tuberculose, met het toezicht op de door deze ziekte aangetaste personen en hun omgeving, met de opsporing van en de profylaxe tegen de niet tuberculeuze ademhalingsaandoeningen, alsook met sommige werkzaamheden in verband met gezondheidsopleiding.

De socio-profylactische werkzaamheid inzake ademhalingsaandoeningen moet de voorrang hebben in de uitoefening van de taken die aan de equipés toevertrouwd worden door de coördinatiecommissie van hun sector.

Bovendien kunnen de socio-profylactische equipés meewerken aan andere profylactische opdrachten die hun via de sectoriële coördinatiecommissies zouden toevertrouwd worden door de Algemene Directie van Gezondheid, op het gebied van de overdraagbare ziekten.

Art. 3. Om in aanmerking te komen voor de subsidies bedoeld bij artikel 5 van dit besluit, moeten de socio-profylactische equipés door de Minister erkend worden en, te dien einde, aan de volgende vereisten voldoen :

1° georganiseerd worden door een ondergeschikt openbaar bestuur, een inrichting van openbaar nut of een vereniging zonder winstoogmerk;

2° hun zetel hebben in een door de S.A.A.G.O. erkend centrum;

3° beschikken over een equipe die bestaat uit ten minste :

— een geneesheer met een deeltijds mandaat, wiens bekwaamheid inzake pneumologie en/of volksgezondheid, bij gebrek aan een diploma of een erkenning, door de « S.A.A.G.O. » erkend moet worden;

— een persoon met een voltijdse betrekking, die bij voorkeur de kwalificatie van gegradueerde maatschappelijk verpleger/verpleegster heeft.

Indien de betrekking toevertrouwd wordt aan een gegradueerde verpleger/verpleegster A1 die slechts deeltijds werkt, kunnen de maatschappelijke taken vervuld worden door een maatschappelijke werker/werkster.

In dit geval mag de optelling van de prestaties van de verpleger/verpleegster en van de maatschappelijke werker/werkster geen voltijdse betrekking overschrijden.

— een administratief helper/helpster voor tien uur/week.

4° geneeskundige prestaties van uitsluitend preventieve aard kosteloos leveren;

4° de richtlijnen van de Minister nakomen en zich onderwerpen aan het toezicht en de controle, uitgevoerd door de ambtenaren van de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve, Algemene Directie van Gezondheid;

6° in nauwe verbinding met de sectoriële coördinatiecommissies werken;

7° zich voegen naar de instructies van de S.A.A.G.O. voor de technische prestaties bij de toepassing van de opsporingsmiddelen en bij de inenting;

8° zich onderwerpen aan de controle van de sectoriële coördinatiecommissie;

9° alle nodige inlichtingen aan de S.A.A.G.O. mededelen en door deze stichting aanbevolen werkingsdocumenten houden;

10° het principe van een optimale samenwerking tussen alle equipés aanvaarden. Deze samenwerking voorziet in de mogelijkheid tot uitwisseling van personeel en materieel tussen de equipés

Art. 4. § 1. Om het aantal en de verdeling van de socio-profylactische equipés vast te stellen wordt rekening gehouden met de aanbevelingen van de coördinatiecommissie van de betrokken sector en met het advies van de S.A.A.G.O.

De S.A.A.G.O. deelt de Minister de beoordelingselementen daartoe mede. Ze dient eveneens bij deze, uiterlijk op 1 september van elk jaar, een verslag van activiteiten over het voorafgaande burgerlijk jaar in.

§ 2. Elke beslissing die het aantal erkende socio-profylactische equipés wijzigt gaat slechts het begin van een burgerlijk jaar in. Ze wordt per aangetekende brief, uiterlijk op 1 september van het jaar dat de uitvoering van de maatregel voorafgaat door de Minister aan de inrichtende macht betekend.

De S.A.A.G.O. wordt binnen dezelfde termijn van de beslissing in kennis gesteld.

Art. 5. De socio-profylactische equipés die voldoen aan de eisen bedoeld bij artikel 3 van dit besluit kunnen aanspraak maken op een jaarlijkse vaste subsidie die bestemd is om de kosten te dekken die voortvloeien uit hun werkzaamheden.

Deze subsidie wordt jaarlijks aangepast op grond van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake koppeling van de prestaties aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

Het bedrag van de subsidie wordt forfaitair op 1 530 000 frank vastgesteld en komt overeen met het indexcijfer dat op 1 januari 1985 van kracht was.

Art. 6. § 1. De subsidie bedoeld bij artikel 5 wordt aan de S.A.A.G.O. uitbetaald in de vorm van driemaandelijke voorschotten die gelijk zijn aan een kwart van 90 pct. van de voor het voorafgaande jaar toegekende subventie.

De uitbetaling van het saldo geschiedt na overlegging van de rekeningen van de ontvangsten en de uitgaven voor het bedoelde begrotingsjaar.

§ 2. De S.A.A.G.O. wordt belast met de uitdeling van de subventie aan de inrichtende machten van de socio-profylactische equipés en met de overbrenging van de rekeningen van hun ontvangsten en uitgaven aan onze Minister.

Art. 7. Het koninklijk besluit van 3 oktober 1978 houdende rationalisering van de opsporing en de profylaxe van tuberculose door de socio-profylactische equipés voor tuberculosebestrijding, evenals de toekenning van toelagen voor deze bestrijding en de vaststelling van de voorwaarden volgens dewelke zij worden toegekend, gewijzigd bij het besluit van 8 december 1981, wordt opgeheven voor de Franse Gemeenschap.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1985 voor de in de artikelen 5 en 6 opgenomen bepalingen.

Art. 9. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 juli 1985.

Voor de Franse Gemeenschapsexecutieve,
De Minister-Voorzitter,

Ph. MOUREUX

De Minister-Lid,

R. URBAIN

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Administration centrale. — Nomination

Par arrêté royal du 4 novembre 1985, Mme Grauls, M., est nommée à titre définitif, à la date du 24 août 1985, en qualité de secrétaire d'administration dans le cadre linguistique néerlandais.

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 5 novembre 1985, est nommée commis-greffier principal à la justice de paix du canton de Grâce-Hollogne, Mme Dupont, A., commis-greffier à la justice de paix de ce canton.

Par arrêtés ministériels du 21 novembre 1985, sont délégués aux fonctions de greffier au tribunal de première instance de Liège :

- M. Piron, M., commis-greffier principal à ce tribunal;
- M. Partouns, G., commis-greffier principal à ce tribunal;
- Mme Deflandre, M., commis-greffier principal à ce tribunal;
- M. Leuther, R., commis-greffier à ce tribunal.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Hoofdbestuur. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 4 november 1985 is Mevr. Grauls, M., op datum van 24 augustus 1985, in vast verband benoemd in hoedanigheid van bestuurssecretaris in het Nederlandse taakader.

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 5 november 1985, is benoemd tot eerst-aanwezend klerk-greffier bij het vrederecht van het kanton Grâce-Hollogne, Mevr. Dupont, A., klerk-greffier bij het vrederecht van dit kanton.

Bij ministeriële besluiten van 21 november 1985, is opdracht gegeven om het ambt van greffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Luik te vervullen :

- aan de heer Piron, M., eerst-aanwezend klerk-greffier bij die rechtbank;
- aan de heer Partouns, G., eerst-aanwezend klerk-greffier bij die rechtbank;
- aan Mevr. Deflandre, M., eerst-aanwezend klerk-greffier bij die rechtbank;
- aan de heer Leuther, R., klerk-greffier bij die rechtbank.